

suscité une interprétation étroite de l'intérêt personnel, conçu comme un égoïsme à courte vue, un souci exclusif des rétributions immédiates. Les sciences économiques ont été accusées de tirer des conclusions d'une portée immense à partir d'un « Homo economicus » totalement irréaliste, qui ne serait guère qu'une machine à calculer ne répondant qu'aux stimuli monétaires. C'est une grave erreur : l'intérêt personnel n'est pas un égoïsme myope. C'est tout ce qui intéresse les participants, quelle qu'en soit la valeur, et quel que soit le but poursuivi. Le savant cherche à faire avancer les frontières de sa discipline, le missionnaire cherche à convertir des infidèles à la vraie foi, le philanthrope cherche à apporter du bien-être aux nécessiteux — tous poursuivent leur « intérêt personnel » tels qu'ils le conçoivent, tels qu'ils le jugent selon leur propre hiérarchie des valeurs.

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Où le gouvernement entre-t-il donc dans le tableau ? Dans une certaine mesure, le gouvernement est une forme de coopération volontaire, un moyen pour les individus de parvenir à certaines fins par l'entremise de certaines entités gouvernementales, qui constituent à leurs yeux la technique la plus efficace par rapport à ces fins.

L'exemple le plus clair est le gouvernement local, dans des situations où les gens sont libres de choisir où vivre. Vous pouvez décider de vivre dans un groupe social plutôt que dans un autre, en fonction du genre de services qu'offrent les gouvernements de ces divers groupes. Si tel gouvernement se lance dans des activités que vous jugez néfastes, ou pour lesquelles vous ne voulez pas payer, et si tel autre favorise les activités que vous aimez et pour lesquelles vous acceptez de payer, vous pouvez voter avec vos pieds : en déménageant. Il existe une concurrence, limitée mais réelle, aussi longtemps qu'il y a plusieurs solutions possibles.

Mais le gouvernement est davantage que cela. Il est aussi l'instance considérée par le plus grand nombre comme ayant le monopole de l'usage légitime de la force (ou de la menace de la force) en tant que moyen, pour certains d'entre nous, d'imposer légitimement des contraintes à certains autres. Le rôle du gouvernement dans ce sens plus fondamental a évolué